



attac

Le Courriel d'information

n° 321 – Mardi 09 avril 2002.

LE DOUTE ET L'ACTION

Dans ce numéro

1. Le doute absolu et la divergence absolue

Nous pourrions peut-être essayer, avec Fernando Pessoa, de différencier ce qui peut s'adapter de ce qui ne peut pas s'adapter : "Une seule chose m'émerveille encore plus que la stupidité, qui caractérise la plupart des hommes et leur façon de vivre : à savoir l'intelligence, qui habite cette stupidité".

2. La semaine économique vue des Etats-Unis

Champs pétroliers et arctique - Plainte dans les médicaments - A la retraite endetté - Brevets et tarifs douaniers dans le secteur de l'acier - Piraterie ou innovation? - La Bourse - L'aide de la Banque Mondiale - Renforcement de l'aide étrangère aux Etats Unis - Subventions agricoles - Croissance européenne - Réductions fiscales - Productivité

3. L'Insee doit réapprendre à douter

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) jouit d'une réputation de compétence et de neutralité à laquelle tous ses membres sont profondément attachés. Il se trouve pourtant, pour la deuxième fois en trois ans, au cœur d'une controverse scientifique et politique majeure.

4. En France, des mobilisations

Samedi 13 avril, à 14h30 Place de la République, Paris : Tintamarre contre la précarité et les inégalités. Grand raffut pour les droits et un monde solidaire. - 17 avril 2002 : journée internationale contre la répression des mouvements paysans et indigènes et contre la répression des mouvements sociaux

5. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Le doute absolu et la divergence absolue

Par Edoardo Baraldi (Conseil National ATTAC Italie)

Traduction : coordinatrad@attac.org traducteurs bénévoles. (*)

Le doute absolu

« Il convient d'appliquer le Doute à la Civilisation, de douter de son utilité et de sa durée. Ce sont les problèmes que les philosophes appréhendent, car en doutant de la Civilisation ils pourraient nourrir des soupçons de nullité même envers leurs propres théories. Quand à moi, qui n'adhérait à aucun parti politique, j'ai pu adopter le concept du Doute absolu et l'appliquer dans un premier temps à la civilisation et à ses préjugés les plus invétérés ».

La divergence absolue

« Je m'étais rendu compte, que la façon la plus sûre pour accéder à quelques découvertes utiles était celle de s'éloigner, à tous les niveaux, des sentiers battus des sciences incertaines, qui

malgré les immenses progrès de l'industrie, n'avaient pas réussi à prévenir l'indigence »

Charles Fourier.

Fourier est connu pour sa proposition d'une architecture sociétaire, dont les trouvailles les plus importantes furent le phalanstère et les rues chauffées. Mais les citations en épigraphe ne se réfèrent pas à l'utopie créatrice mais plutôt à l'utopie émancipatrice. Fourier, après l'onde révolutionnaire de 1789, qui coïncida avec l'échec des programmes de la « bourgeoisie progressiste » nota avec lucidité les contradictions, les illusions mais surtout le caractère répressif de la société.

Le "malaise de la société", tel que l'a analysé Freud dans les années vingt (" L'homme civil a troqué un peu de son bonheur contre un peu de sécurité "), est anticipé par l'utopiste français, défini par Stendhal comme " Le rêveur sublime ". Alors que nous assistons hier à l'extinction des lumières du progrès, aujourd'hui il semblerait, que ce soient le libéralisme et la globalisation, qui illuminent notre société ; ce libéralisme et cette globalisation, qui



attac

conditionnent les gouvernements et les organismes internationaux tout en augmentant les inégalités et les injustices.

Dans le but d'alimenter l'essor du marché et de l'argent, qui représentent la seule unité de mesure de la "science" économique, nous risquons d'anéantir la vie sur la Terre. Ni les utopies créatrices et consolatrices, ni les recettes ne sont utiles pour les cuisines du futur.

Cinquante ans se sont écoulés depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et nous sommes bien loin des années-certitude, des années-idéologie, des années-espoir, de toutes ces années, qui avaient donné naissance à des projets totalitaires et à des intuitions généreuses orientés vers la transformation du mode de vie.

Il sera difficile de retrouver les années intenses, les années-espoir des "non-urbanistes" soviétiques. Les enthousiasmes, qui accompagnaient les mouvements sociaux de l'époque et les écoles d'architecture se sont éteints ; la période de l'expansion du bâtiment est parvenue à sa fin et nos vieilles certitudes ont été remplacées par le doute et la divergence absolus.

Il y a de cela déjà quarante ans, James Jacob écrivait « Que ce soit dans le domaine de l'architecture, de la littérature ou encore dans le domaine du théâtre, c'est la richesse de la variété humaine, qui procure vitalité et couleurs à l'environnement de l'homme ». Si on prend en considération le risque de la monotonie, le défaut le plus grave de nos normes de zonage réside dans le fait que ces normes permettent que toute une zone soit destinée à une utilisation unique »

Dans les années soixante, nous pouvions assister à la naissance d'une conviction, qui consistait à construire des quartiers-dortoirs aux portes des villes, tout en laissant le centre (dit "le beau salon") aux banques et aux bureaux et le centre historique aux marginaux du moment. Celui qui hier émigrerait de l'Italie du sud – comme celui qui, de nos jours émigre du sud du monde – s'installait dans les immeubles laissés à l'abandon pour être ensuite démolis plus facilement.

La diffusion de l'automobile privée et de la télévision complétèrent cette œuvre.

La situation est désolante. La mondialisation de l'économie va de pair avec une uniformisation

planétaire et une vulgarisation généralisée de la production architecturale.

L'Italie enregistre depuis des années une croissance démographique zéro, le taux de la population diminue, mais il existe pourtant toujours quelqu'un qui parvient à avancer le besoin de nouvelles constructions en ciment et de nouveaux bitumes en maniant parfaitement l'armée de réserve des travailleurs du bâtiment. Dans ce beau pays (qui détient aussi le record mondial de la consommation de ciment par personne et par an) il a été construit durant ces dernières années une moyenne annuelle de 1,7 millions de pièces. Pour parvenir à nous affranchir des inégalités, il nous faut rechercher de nouvelles voies, il nous faut abandonner définitivement le mythe du développement illimité (de la course au profit).

Nous sera t-il alors possible de retrouver ainsi une dimension plus humaine ?

De la conscience de classe à la conscience de l'espèce : c'est-à-dire à la prise de conscience du risque d'extinction qui menace le genre humain.

De l'économie à l'écologie

De l'économie de consommation à l'écologie d'une société sobre et solidaire. La technologie ne peut pas résoudre tous les problèmes : rien ne se crée, rien ne se détruit (et je pense là à la "thermodestruction" des déchets !). Nous devons nous convaincre du fait que le gaspillage des ressources énergétiques revêt un caractère insoutenable, que les ressources ne sont pas inépuisables et que l'environnement ne peut plus endurer ces outrages ; l'iniquité structurelle du modèle libéral avec ses "remèdes", que les pays industrialisés (les USA en tête) proposent pour réduire l'excès d'anhydride de carbone.

Qui a dit que l'amélioration du bien-être dépend de l'augmentation du nombre de maisons ? Qui a dit qu'une plus grande liberté dépend d'une utilisation plus répandue du bitume ? Pourquoi les indicateurs de la richesse d'un pays (PIB) ne prennent pas en considération les paramètres tels que le bien-être et la sérénité d'une nation ? ; pourquoi les coûts sociaux et environnementaux d'un développement incontrôlé ne sont pas pris en compte ? Pourquoi le rapport avec la nature doit toujours être maîtrisé ? Le meilleur ne coïncide pas toujours avec l'excédent. Mies van der Rohe affirmait que "l'excédent est négatif". Pourquoi ne pas utiliser



attac

les ressources et l'énergie pour réutiliser et rénover notre territoire ?

Il est possible de créer de nouveaux emplois par le biais d'une utilisation rationnelle des ressources : de l'utilisation des énergies renouvelables à l'utilisation plus équilibrée du territoire, à la sauvegarde des forêts et des côtes en abandonnant le modèle fondé sur le gaspillage et sur la destruction des ressources uniques et fondé sur l'injustice sociale et sur le chômage programmé.

Il y a quelques années (ces années caractérisées par un phénomène de simplification avec des séparations nettes, où le monde était divisé en deux) j'étais de l'avis qu'un architecte doté d'une intelligence moyenne et sans aucun intérêt particulier, était inévitablement de "gauche".

C'étaient aussi les années durant lesquelles le ministre Sullo (ministre démocrate-chrétien) avait osé proposer une réforme de l'urbanisme pour régler l'utilisation du sol en séparant le droit d'édification du droit de construction, alors qu'en France et en Angleterre le marché immobilier public stagnait à 40%. Après la tentative de Sullo, j'eus l'occasion de côtoyer par la suite de nombreux architectes progressistes et de gauche, et j'appris, que la réalité pouvait être beaucoup plus complexe. Le monde n'est ni blanc ni noir, mais il est composé aussi de couleurs et de nuances. Il existe aussi l'envers de la médaille. Ainsi aujourd'hui ça ne m'intéresse pas de savoir, si un architecte prétend être de gauche, car de toute façon il est presque impossible pour un architecte sérieux et actif de se considérer environnementaliste. Comment échapper au syndrome de la "Tour Eiffel" ?. Très probablement en 1889, j'aurais rejoint celui qui protestait contre l'érection arrogante d'une oeuvre non traditionnelle dans le paysage parisien. Pendant ce temps, cette tour métallique d'environ cent millions de kilogrammes a su s'imposer comme le symbole de Paris, et aujourd'hui les arrière-petits-enfants des environnementalistes de la fin du siècle dernier se révolteraient - comme ils le firent inutilement il y a quelques années - contre la démolition des halles centrales (les Halles).

Quelle est donc la morale ?

Nous pourrions peut-être essayer, avec Fernando Pessoa, de différencier ce qui peut s'adapter de ce qui ne peut pas s'adapter : "Une seule chose m'émerveille encore plus que la stupidité, qui caractérise la plupart des hommes

et leur façon de vivre : à savoir l'intelligence, qui habite cette stupidité".

Le comptable de Rua dos Douradores poursuit " Certaines personnes sont emplies d'un grand rêve dans leur vie, mais n'arrivent pas à réaliser ce rêve. D'autres personnes ne possèdent aucun rêve et n'arrivent même pas à réaliser cette absence de rêve "

Les architectes (certains, pas tous) rêvent de transformer leurs propres intuitions, leurs propres rêves en une réalité physique et tri-dimensionnelle. A ce sujet, je dois me référer au célèbre roman des "Milles et une nuit", dans lequel Aladin - après s'être emparé de la lampe - parvint facilement à faire ce qui coûtait de la peine aux autres.

Toutefois j'aimerais concentrer l'attention sur le Génie de la lampe. Le Génie-architecte, pour prendre l'air, est obligé de satisfaire toujours et dans tous les cas le propriétaire de la lampe, que ce soit Aladin ou le méchant magicien.

Si dans la fable tout finit bien - avec même un mariage princier - dans la réalité le destin du génie du crayon est tout à fait différent, même s'il réussit de temps en temps à s'oxygéner.

Pour citer encore Pessoa : « Tout ce que nous recherchons, nous le recherchons par ambition. Mais nous ne parvenons jamais à satisfaire cette ambition et pour cette raison nous sommes malheureux ; ou bien nous croyons pouvoir satisfaire cette ambition et dans ce cas nous sommes des fous riches".

Contact pour cet article. Toute personne qui souhaiterait entamer une discussion, émettre des réflexions ou fournir des informations sur l'auto-gouvernement du territoire et sur l'urbanisme en participation peut écrire à ed.baraldi@libero.it

La semaine économique vue des Etats Unis.

Par Dean Baker, co-directeur du 'Center for Economic and Policy Research'
Traduction : Christine Pagnouille.
coeditrad@attac.org traducteurs bénévoles. (*)

Revue de presse. Economic Reporting Review, 18 mars 2002

A- Vu l'incertitude quant au rendement possible des champs pétrolifères qui pourraient y être exploités, le secteur pétrolier hésite à



attac

s'aventurer dans la réserve naturelle de l'Arctique (Neela Banerjee, New York Times, 10 mars 2002)

B- Un ancien agent du marketing de la firme Warner-Lambert a porté plainte contre cette société, l'accusant de violer la loi fédérale des Etats-Unis en promouvant des médicaments dont l'efficacité n'avait pas encore été établie par des tests de laboratoire spécifiques. (Melody Petersen New York Times, 14 mars 2002)

C- Beaucoup de travailleurs proches de l'âge de la retraite ont encore des dettes à payer, ce qui signifie qu'ils n'ont rien pu mettre de côté. Ce résultat d'enquête menée aux Etats-Unis est à mettre en rapport avec une proposition récente de remplacer une partie de la sécurité sociale par un compte individuel, qui certes peuvent être transmis aux héritiers, mais va d'abord servir à payer les dettes. (Daniel Altman New York Times, 12 mars 2002)

D- Brevets et tarifs douaniers dans le secteur de l'acier

La décision du Président Bush d'imposer des droits d'entrée sur l'acier a amené la Maison Blanche à expliquer pourquoi il aurait ainsi renié ses principes de défense du libre-échange et les conséquences de ce revirement sur les prix des autos, maisons et machines à laver. L'article n'explique pas pourquoi la Maison Blanche s'est sentie obligée de présenter des justifications. Il n'y avait en fait aucune raison de croire que M. Bush défendait le libre échange : son administration a développé des formes élaborées de protectionnisme, par exemple sous forme de brevets industriels. Le président ne s'était pas montré chagrin de restrictions professionnelles qui ont pour conséquence d'empêcher des médecins, avocats ou experts comptables étrangers d'entrer en concurrence avec des citoyens américains. Son administration n'a pas dû expliquer combien ces mesures coûtent au consommateur américain bien qu'il s'agisse d'un ordre de grandeur plusieurs fois supérieur aux conséquences des droits sur l'acier. La plupart pensent probablement que le Président Bush en tant qu'homme politique adopte des positions qui lui sont dictées par des pressions politiques. Cet article ne suggère en rien que l'on puisse envisager que des considérations idéologiques aient pu présider à ses décisions. (David E. Sanger New York Times, 9 mars 2002)

E- Piraterie ou innovation?

Cet article traite des efforts déployés par le secteur des jeux électroniques pour que le congrès américain adopte une loi imposant l'installation de cadenas numériques sur les ordinateurs et autres appareils électroniques, ce ci afin d'empêcher la reproduction de matériel breveté. L'article affirme que le conflit entre la technologie et les marchands de jeux souligne la tension entre deux priorités, à savoir la protection de la propriété intellectuelle d'une part et la promotion de l'innovation technologique d'autre part. Il est clair pourtant que les millions de personnes qui se livrent à du piratage ne considèrent pas la protection de la propriété intellectuelle comme une priorité. Il aurait été utile d'avoir une estimation du coût pour le consommateur de ces mesures de protection des brevets, comme cela vient d'être le cas pour l'introduction de droits sur l'importation de l'acier. (Amy Harmon New York Times, 14 mars 2002)

F- La Bourse

Cet article présente les perspectives boursières et notamment l'avis d'Abby Cohen qui prévoit que l'indice US S&P 500 terminera l'année à 1250. Notons que Mme Cohen avait prédit que fin 2000 il serait à 1550, soit un gain de 8,5% et qu'en fait il s'est retrouvé à 1330, soit une perte de 7% sur l'année. (Alex Berenson New York Times, 9 mars 2002)

G- L'aide de la Banque Mondiale

Cet article parle du dernier rapport de la Banque Mondiale, rapport qui évalue l'impact de son aide des quatre dernières décennies. Plusieurs critiques éminents proposent également leurs commentaires. D'après l'auteur de l'article, la Banque prétend que grâce à son aide, l'espérance de vie dans les pays pauvres a augmenté de 20 ans et le taux d'alphabétisation a été réduit de moitié. Ces données renvoient aux progrès réalisés dans les PVD, surtout dans la période 1960-80, mais quelles que soient ses prétentions, la BM n'affirmerait jamais que tout le crédit de ce développement lui revient. (Joseph Kahn New York Times, 12 mars 2002)

H- Renforcement de l'aide étrangère aux Etats Unis

Deux articles, un dans le Washington Post et un dans le New York Times, parlent de la proposition faite par le Président Bush de faire passer les sommes consacrées aux pays en développement à USD 5 milliards en 2004-2006. Cette augmentation répond à l'appel des NU,



attac

demandant que les nations industrialisées doublent le montant de leur aide aux PVD. Il aurait donc semblé adéquat d'ajuster l'augmentation à l'inflation prévue pour la période en question. Si cela avait été fait, l'augmentation proposée équivaut à moins de 7 % de l'aide actuelle.

L'article du Post note que le montant suggéré correspond à 0,1 % du PIB des Etats Unis, contre 0,39 % du PIB de l'UE. La proposition de l'administration Bush ne maintiendra même pas l'aide américaine à un niveau constant si l'on se réfère à cette proportion.

L'article du Times, lui, compare les 5 milliards d'augmentation proposés aux 48 milliards d'augmentation du budget de la défense. De plus, cette somme correspond à l'augmentation sur la seule année qui vient. Si l'on prend la période 2004-2006, l'augmentation des dépenses militaires serait de l'ordre de 200 milliards.

Les deux articles reprennent également la déclaration qui affirme que toute aide sera étroitement liée à l'adoption de réformes préconisées par la BM. Est-ce vraiment un gage de réussite ? C'est sous la tutelle de la BM que l'économie russe s'est contractée de moitié. Les vingt dernières années, Durant lesquelles BM et FMI ont joué un rôle direct dans les politiques économiques des PVD, ont été désastreuses pour ces derniers (cf. "The Scorecard on Globalization, 1980-2000: Twenty Years of Diminished Progress" http://www.cepr.net/globalization/scorecard_on_globalization.htm). Version française: <http://attac.org/fra/toil/doc/cepr05fr.htm> (Paul Blustein Washington Post, 15 mars 2002 et Elisabeth Bumiller New York Times, 15 mars 2002)

I- Subventions agricoles

Les sénateurs de Californie s'opposent à une limite de USD 275000\$ aux subventions qui peuvent être accordées à une seule exploitation agricole. D'après l'article, ce plafond représenterait une discrimination à l'encontre des planteurs de riz et de coton de Californie, ceux-ci devant faire face à des pertes beaucoup plus lourdes que d'autres exploitations, suite aux prix du marché. Cela signifierait dès lors que le riz et le coton ne sont pas des cultures qui conviennent à la Californie. On ne voit pas quel intérêt le contribuable peut avoir à subventionner des cultures qui entraînent

nécessairement des pertes importantes. (AFP New York Times, 12 mars 2002)

J- Japon

Cet article, qui décrit le redressement de la bourse de Tokyo, mentionne la possibilité que des banques maintiennent des sociétés de construction artificiellement à flot, ce qui, peut-on lire, 'empêche peut-être le chômage d'augmenter, mais empêche également la création de nouveaux emplois, laissant l'économie se détériorer de plus belle'. L'article n'explique pas en quoi empêcher des sociétés de tomber en faillite empêche la création de nouveaux emplois. Le Japon ne souffre pas d'un manque de capitaux. Ses taux d'intérêt sur l'endettement des sociétés sont loin en dessous de ceux pratiqués aux Etats unis, ce qui indique que des capitaux sont disponibles pour des sociétés qui voudraient emprunter. Il n'y a donc pas de raison de croire que des prêts bancaires à des sociétés qui ne seraient pas économiquement viables empêchent des sociétés dynamiques d'accéder à des sources de financement. En fait, dans une économie en crise, ces prêts, en soutenant la demande, facilitent bien plutôt la création de nouveaux emplois (Ken Belson New York Times, 13 mars 2002)

K- Croissance européenne

Les points principaux à l'ordre du jour du sommet des chefs d'état de l'UE

Correspondent à des façons de déréguler davantage l'économie européenne afin de favoriser une croissance plus rapide. Il faut remarquer que le facteur de ralentissement le plus manifeste est la politique monétaire pratiquée par la Banque centrale européenne (BCE). Actuellement, le taux d'intérêt à court terme fixé par la BCE est de 3,5 % pour 1,75 % par la réserve fédérale. La BCE garde ce taux élevé alors que la zone euro jouit d'un taux d'inflation plus bas et d'un taux de chômage plus haut que les Etats Unis. Il serait difficile concevable que la Fed pratique la même politique de restriction délibérée de la croissance. Mais la BCE n'ayant pas de compte à rendre dans le système politique européen, elle peut se permettre de ne pas se préoccuper de l'impact de ses mesures sur l'économie et sur le sort des chômeurs. Il n'est pas question de la BCE dans cet article. (Emma Daly New York Times, 15 mars 2002)

L- Réductions fiscales



attac

Cet article parle des débats au Congrès américain sur l'opportunité de relever le plafond de la dette pour permettre les nouveaux emprunts rendus nécessaires par le déficit du budget : les démocrates en voient la cause dans les réductions fiscales consenties l'année dernière, ce qui, espèrent-ils, leur sera politiquement favorable. Il serait piquant que cette tactique aboutisse. La plupart des économistes considèrent que ces réductions fiscales ont permis de limiter les effets de la crise et par exemple de sauver des emplois. Il n'y a En revanche, le déficit qui en a résulté n'a pratiquement aucune incidence économique. Notons également que ces réductions étaient réclamées par les démocrates. (Glenn Kessler Washington Post, 13 mars 2002)

M- Productivité

L'article se risque à une extrapolation à partir des chiffres publiés par le ministère du travail pour janvier et février. Le nombre d'heures de travail étant en hausse, il prédit une forte augmentation du profit. Mais l'on sait que même lorsque des chiffres sont disponibles pour l'ensemble du trimestre, la fiabilité de mesures par trimestre est très faible. Elles varient sans rapport réel avec l'économie. Ainsi on a mesuré un accroissement de productivité de 7,8 % au dernier trimestre 1999 et de 6,7 % au 2e trimestre 2000 alors qu'il n'y aurait eu aucun accroissement eu 1er trimestre 2000. De telles variations sont fort peu probables et il s'agit plutôt d'erreurs de mesure. Il faut aussi noter que les chiffres relatifs à la productivité sont souvent revus de façon substantielle. S'il est dangereux d'émettre la moindre prédiction à partir de données complètes pour un trimestre, toute prévision basée sur des résultats partiels est encore davantage sujette à caution. (John M. Berry Washington Post, 9 mars 2002)

Contact pour cet article. Pour s'abonner à Economics Reporting Review, envoyer un message électronique avec "subscribe ERR" en ligne sujet et son adresse email en corps de message à : cepr@cepr.net (lettre d'information en anglais uniquement)

L'Insee doit réapprendre à douter

Par Thomas Coutrot. Statisticien-économiste, membre de la Fondation Copernic

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) jouit d'une réputation de compétence et de neutralité à laquelle tous ses

membres sont profondément attachés. Il se trouve pourtant, pour la deuxième fois en trois ans, au cœur d'une controverse scientifique et politique majeure.

La direction de l'Institut est accusée (notamment par ses syndicats) d'avoir imposé dans le débat public les résultats spectaculaires d'études contestables portant sur des questions particulièrement brûlantes. En juillet 2000, au comble du débat sur le plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) et l'indemnisation du chômage, la revue Economie et Statistique publiait un article de MM. Laroque et Salanié, deux hauts responsables de l'Insee. Selon cette étude, près de la moitié de chômeurs se trouvent en "non-emploi volontaire", autrement dit ne souhaitent pas travailler, et le smic détruit des centaines de milliers d'emplois. Le Medef s'est prévalu de ces résultats dans sa polémique avec le gouvernement et certains syndicats.

Aujourd'hui, c'est Jacques Chirac qui cite avec gourmandise l'étude de MM. Crépon et Desplatz publiée dans le dernier numéro de la même revue. Selon les auteurs, les allègements de charges sur les bas salaires décidés par le gouvernement Juppé en 1995 auraient permis la création ou la préservation de 460 000 emplois entre 1994 et 1997, soit trois fois plus que l'estimation consensuelle des experts de l'administration. Plus d'emplois créés que la loi Aubry pour trois fois moins cher : un véritable miracle économique...

La controverse qui s'est engagée ne laisse guère place au doute : ces résultats ne sont pas crédibles. Yannick Lhorty (de l'université d'Evry), dans un commentaire publié dans le même numéro de la revue, estime qu'il faudrait diviser par deux l'estimation, si l'on prenait en compte les effets du financement de ces mesures. Michel Husson, de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), fait observer que selon les auteurs eux-mêmes, l'échantillon des entreprises observées n'a globalement pas créé d'emplois, même si celles qui ont bénéficié des allègements ont connu une croissance plus forte et donc plus de créations d'emplois que les autres. Henri Sterdyniak, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), explique cet apparent paradoxe : les entreprises à bas salaires, bénéficiaires des allègements, ont tout simplement pris des parts de marché aux autres.

L'étude extrapole, au plan macroéconomique, les différences entre entreprises observées au niveau micro, en oubliant qu'une grande partie



attac

des emplois créés par les unes est perdue par les autres, et que le résultat global est très incertain : classique erreur d'agrégation lors d'un passage du micro au macroéconomique. Alain Gubian et Gilbert Cette, deux spécialistes reconnus des politiques d'emploi, jugent d'ailleurs invraisemblable l'ordre de grandeur des résultats avancés par l'étude. Ajoutons que les auteurs ont omis de prendre en compte les hausses du smic décidées par MM. Chirac et Jospin en 1995 et 1997, qui ont pratiquement annulé l'effet sur le coût des bas salaires des allègements Juppé.

Pourquoi ne s'est-il trouvé personne, au sein de l'Insee, pour alerter les auteurs ou la direction sur l'invraisemblance de leurs résultats ? Trois niveaux d'explication doivent être mobilisés pour comprendre cette étrange affaire. Le premier renvoie à une radicalisation du modèle français de l'ingénieur des grandes écoles, qui survalorise l'abstraction mathématique au détriment de la connaissance pragmatique. Chez certains chercheurs de l'Institut, la fascination irrésistible pour les modèles et techniques statistiques et mathématiques les plus sophistiqués s'accompagne d'un faible intérêt pour l'économie et la société concrètes. Le culte de la performance technique, la recherche de la reconnaissance des pairs, notamment anglo-saxons, font la fierté de beaucoup des économistes les plus brillants de l'Institut. Une recherche tend à être jugée bien plus sur l'audace et la nouveauté des méthodes économétriques mises en œuvre que sur la pertinence et la compréhension fine des données empiriques mobilisées.

En deuxième lieu, une trop grande foi dans le modèle néoclassique standard émousse le sens critique des chercheurs. Le chômage provient nécessairement d'un coût du travail trop élevé ou d'allocations trop généreuses. Les recherches sont systématiquement fondées sur ces hypothèses. Quand les résultats vont dans le sens prédit par le modèle, ils ne suscitent pas le doute. Même si leur ordre de grandeur est invraisemblable ou s'ils sont tellement imprécis qu'aucune conclusion solide ne devrait en être tirée.

Enfin on peut parler d'une dérive politique, qui ne touche que la direction générale de l'Institut. Ces travaux à caractère expérimental, réalisés beaucoup plus dans une logique de virtuosité que pour répondre à des questions concrètes de politique économique, ont changé de statut quand le directeur général de l'Insee, Paul Champsaur, a décidé de leur donner une large

publicité. Comme par hasard, les deux articles tombaient pile dans le débat politique et social pour appuyer les thèses les plus libérales. La droite et le Medef s'en sont bien sûr emparés, mais aussi certains conseillers de Lionel Jospin, tel Jean Pisani-Ferry, président du conseil d'analyse économique de Matignon, qui citait abondamment les deux études dans son rapport et son ouvrage sur le plein emploi, pour illustrer les mérites de la baisse du coût du travail. En même temps la direction de l'Institut s'est systématiquement abstenue de développer des travaux sur la réduction du temps de travail, et sa revue n'a publié aucun article sur ce thème, visiblement jugé trop éloigné de l'orthodoxie libérale. Les options idéologiques semblent l'avoir emporté sur la mission de service public.

Contact pour cet article. Secrétariat du Conseil scientifique d'ATTAC France cs@attac.org

Article récent sur le même sujet : « L'INSEE dans les élections françaises ». Courriel 318.

En France, des mobilisations.

En savoir plus. Attac dans les débats de la campagne officielle. Calendrier des actions parisiennes et nationales
<http://attac.org/fra/asso/doc/doc88.htm>

A- SAMEDI 13 AVRIL, A 14H30 PLACE DE LA REPUBLIQUE : Tintamarre contre la précarité et les inégalités. Grand raffut pour les droits et un monde solidaire

La campagne électorale devrait être un large débat citoyen sur les choix économiques et sociaux de notre pays, elle est dominée par les " petites phrases " entre les principaux candidats , les proclamations punitives pour lutter contre l'insécurité, la refondation sociale inventée par le patronat , ou les futures privatisations de services publics :

- Les orientations sécuritaires sont un prétexte : il n'y aura pas de recul durable de la violence quotidienne sans résorber les inégalités, sans briser les mécanismes de relégation sociale, sans donner les moyens pour l'éducation de tous les futurs citoyens, sans lever l'impunité de la grande délinquance financière et des violences policières . Cette campagne ne sert qu'à stigmatiser ceux et celles qui hier étaient les " victimes de la fracture sociale ".

- L'objectif du MEDEF, à travers sa " refondation sociale " est d'affaiblir, voire de faire disparaître les garanties collectives et individuelles des



attac

salariéEs avec ou sans emploi. Il s'agit de renforcer la précarité des salariéEs, de baisser le coût du travail, d'asservir les salariéEs et les précaires aux besoins insatiables de la course aux profits.

- Cette campagne électorale prépare une nouvelle vague de privatisations, de démantèlement des services publics, de remise en cause de la retraite par répartition. Rampante ou franche selon les camps, qu'importe car il s'agit de brader le patrimoine commun à des intérêts particuliers, au nom du principe néolibéral que toute activité humaine est une marchandise : la protection sociale, l'éducation, la santé, le logement, la culture, les transports en commun, l'eau, l'énergie, la recherche ...

Nous dénonçons les conséquences dévastatrices du libéralisme économique que nous affrontons dans notre quotidien, dans les entreprises, dans nos écoles, dans nos quartiers, notre pays et sur toute la planète.

Nous sommes " les sans ", sacrifiéEs d'un modèle de société où la concurrence et la Loi du plus fort sont la règle : précaires, chômeurs, sans papier, mal-logéEs, salariéEs déjà ou bientôt licenciéEs déjà ou bientôt restructuréEs, salariéEs pauvres et sur-exploitéEs, paysanEs sans terre, immigréEs, victimes de la double peine, porteurs et porteuses d'un handicap ou d'une maladie de longue durée

Nous sommes discriminéEs, privéEs d'une partie voire de la totalité de notre citoyenneté et toujours plus reléguéEs aux marges de notre société:

Nous sommes les répriméEs : syndicalistes, militantEs de la défense et de l'amélioration des droits; de la lutte contre la mondialisation libérale, ou de la lutte contre les manipulations génétiques, sans-papiers, harceléEs au faciès, jeunes, raveurs, usagers sans ressource des transports publics

Nous sommes salariéEs, paysanEs, citoyenEs du monde, nous résistons à la domination de l'argent, de la spéculation et toutes ses conséquences sociales, politiques, culturelles et environnementales qui frappent les neuf dixièmes de la planète, pour le profit d'une minorité de nantiEs

Des luttes importantes ont eu lieu ces dernières années, en France comme au plan international: Syndicats de salariéEs et de paysanEs, associations de luttes pour les droits,

organisations citoyennes, femmes en lutte pour leurs droits: ensemble nous nous retrouvons pour exiger une redistribution massive des richesses, une autre société plus juste et plus solidaire afin d'assurer une vie épanouie pour toutes et tous.

Les occupations par les sans-toit, les mouvements des salariéEs contre les plans de licenciement ou la précarité, la lutte des chômeur(se)s et des précaires contre la misère, la défense et la rénovation des services publics, les mouvements pour l'égalité des droits des immigréEs et la régularisation des sans-papier, les mobilisations contre la répression des mouvements sociaux, l'exigence d'une fiscalité qui taxe davantage les profits et la spéculation financière, le refus des discriminations vécues par les jeunes, les immigrées, les personnes porteuses d'un handicap ou d'une longue maladie, les minorités et l'exigence d'égalité entre femmes et hommes dans tous les domaines... tout cela nous réunit.

AVEC NOS GAMELLES ET NOS BIDONS, TOUTES ET TOUS ENSEMBLE DANS LA RUE

Premiers signataires : AC !, ATTAC, APEIS, CEDETIM, CGT finances, CIRC, Confédération Paysanne, Coordination nationale des sans-papier, DAL, Droits Devant ! !, Forum de l'insoumission et de la désobéissance civile, Collectif national pour les droits des femmes, Festival des résistances et alternatifs, Gamins de l'art rue, HanDEIS, MIB, MNCP, Réseau stop précarité, Union Syndicale G10 Solidaires, Act Up

Contact pour cet article. Secrétariat d'ATTAC France attacfr@attac.org

B- 17 avril 2002 : journée internationale contre la répression des mouvements paysans et indigènes et contre la répression des mouvements sociaux

Manifestation devant le Palais de Justice de Paris le 17 avril 02 de 12 heures à 14 heures.

Des jugements politiques qui condamnent des idées

En prononçant des peines de prison ferme contre les militants qui s'opposent à la globalisation libérale (Millau - 1999) ou aux OGM (Valence - 2002), les juges, qui prétendent ne s'entendre qu'aux faits, condamnent les idées et l'action citoyenne, syndicale et associative.



attac

Deux poids, deux mesures

La Justice se révèle davantage disposée et empressée à réprimer les militants syndicaux et associatifs pour leurs actions légitimes de défense des droits des plus faibles qu'à poursuivre des responsables économiques ou politiques pour leurs pratiques frauduleuses et préjudiciables à l'intérêt commun.

De même, où est la logique de justice lorsque les éleveurs et les fabricants d'aliments du bétail, responsables de la propagation de la maladie de la vache folle en ayant importé frauduleusement des farines animales anglaises, ne sont toujours pas mis en cause par la justice

La criminalisation des pauvres et du mouvement social

Tout particulièrement depuis le 11 septembre, l'idéologie sécuritaire ressurgit, visant particulièrement les pauvres et les exclus, désignés comme une population dangereuse.

Et des militants chômeurs (du Mans) sont abusivement condamnés à plusieurs années de prison, accusés injustement d'avoir entraîné la mort d'une collègue. De même la justice est sans pitié pour ceux qui luttent pour les droits des exclus, des sans papiers : M. Beurrier (CGT) à Clermont-Ferrand, Ch. Hoareau (CGT-Chômeurs) à Marseille, Malika Zediri (APEIS) à Paris pour avoir permis l'hébergement de sans papiers.

Que cessent les pratiques criminelles qui endeuillent le monde rural,

Que les droits des pauvres et des exclus soient reconnus,

Que cesse la répression contre le mouvement social.

Au Brésil, le 17 avril 1996, les forces de l'armée agissant sur ordre des grands propriétaires terriens, massacrèrent 19 paysans sans terre de la région de Carajas. Les auteurs de cette tuerie sont restés impunis jusqu'à aujourd'hui. Leur procès doit enfin s'ouvrir le 8 avril 2002 à Belém. Pour que justice soit rendue, Via campesina exige que cette affaire soit jugée par la Cour Fédérale, seule susceptible de faire preuve d'impartialité. Via campesina demande que des peines exemplaires soient prononcées pour que cesse le règne de la terreur et de l'impunité dans les campagnes. Au cours des 10 dernières années, 1000 personnes ont trouvé la

mort dans des conflits liés à l'accès au foncier et moins de 53 assassins ont été jugés.

3 militant de MST de l'Etat de Sao Paulo: Daniel da Costa Albuquerque, Jose Carlos Pio y Miguel Serpa da Luz, sont actuellement emprisonnés.

La Bolivie est le théâtre de luttes très dures entre les paysans et le gouvernement central, exacerbées par l'interdiction de vendre la feuille de coca. La pression foncière se trouve également au cœur de conflit entre des paysans sans terre et les grands propriétaires. Silvia Lazarte (Leader national de l'organisation Bartolina Sisas) Margarita Teran, Selder Emilio, Eugenio Abendano H., Lidio Julian viennent d'être libérés mais risque de nouveau d'être emprisonnés.

En Colombie :

En 1996, Massacre de l'hacienda de Bellacruz : 38 paysans Le 25 avril 2002 s'ouvrira le procès de certains des auteurs de ce crime. Nous demandons l'extradition vers la Colombie de Carlos A. Marulanda, propriétaire terrien et ex-ambassadeur de Colombie auprès de l'Union européenne. A. Melinda est actuellement en détention à Madrid.

Le massacre de Santo Domingo dans le Département d'Auraca le 13 décembre 1998 a été perpétré par les forces armées colombiennes. Ce bombardement a causé la mort de 19 personnes, parmi lesquelles se trouvaient 7 enfants. Nous demandons que lumière soit faite sur cette tuerie.

Aux Philippines: Les gouvernements successifs ne sont pas dotés des moyens politiques nécessaires pour faire avancer la réforme agraire qu'ils promettent de longue date. De nombreux conflits éclatent dans les campagnes. Actuellement Manolito Matricio (Ancien member du Conseil national du KMP) Ruben Balaguer, Gelito Bautista, Eduardo Hermoso, Mario Tobias et Joshua Ungsod sont en attente d'un procès.

Au Bangladesh: Selon la loi foncière, les "Chars", îlots de terre nouvellement émergés doivent être attribués en priorités aux paysans sans terre. Les gros agriculteurs n'hésitent pourtant pas à se les approprier par la force. Laskar Mohammad Khalilur Rahman (Bangladesh Krishok Federation), Dactar Md. Kabir (Bangladesh Krishok Federation), Rahima Begum (Bangladesh Kishani Sabha), Sipra Rani (Bangladesh Kishani Sabha) sont actuellement



attac

emprisonnés pour avoir tenté de faire prévaloir leurs droits.

En Indonésie: Rais bin Amsar, Yusup bin Marsa, Asgari bin Arwa, Sarhadi bin Wari, Samsyuri bin Usma, Usri bin Karsi, Jamali, Warta bin Alias, Ahmad Nurjali (all members of Banten Peasant Union - an organization member of FSPI). Tous ces militants se trouvent emprisonnés au village Cibaliung, Cibaliung sub-district, Province de Banten.

En France

José Bové, Bernard Moser, Christian Brousse (Confédération Paysanne); René Riesel, Eric Leblanc (ATTAC) et Jean Beaufort (instituteur), ont été condamné à des peines de prison ferme pour les actions non violentes qu'ils ont mené contre les essais transgéniques et la globalisation.

Mondialisons la lutte pour mondialiser l'espoir !

Via campesina est un réseau mondial d'organisation paysannes et indigènes qui regroupe plus de 80 et associations et syndicats originaires de quatre continents. Via campesina lutte pour une répartition plus équitable des moyens de production et en particulier de la terre entre les paysans. Elle soutient les actions d'occupation de terre par des paysans pauvres et demande que les programmes de réformes agraires soient dotés de moyens financiers suffisants pour pouvoir être mis en œuvre rapidement.

Via campesina milite pour le droit des peuples à la souveraineté alimentaire. Elle souhaite donc que chaque pays ou groupe de pays puisse définir les politiques agricoles les mieux adaptées aux besoins de sa population en se protégeant au besoin par des taxes sur les importations.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 9

DANMARK: Blagarden - Aalborg

BELGIE BELGIQUE: Bruxelles

ESPANA : Barcelona – Madrid

FINLAND: Jarvenpaa

FRANCE: Salon de Provence – Foix – Angers – IEP Bordeaux – Poitiers – Juvisy – Saint Die – Nanterre – Sophia Antipolis - Antibes

SVERIGE : Alingsas – Soderton – Stockholm - Uppsala

-- Mercredi 10

AUSTRIA : Salzburg

Via campesina est farouchement opposée à toute forme de brevetabilité du vivant, considérant que les plantes et les animaux constituent un patrimoine inaliénable.

Via campesina dénonce et combat les politiques néolibérales de la Banque Mondiale, du FMI et de l'Organisation mondiale du Commerce.

Elle sera présente à Rome du 11 au 13 juin 2002 pour faire entendre la voix des paysans au Sommet mondial de l'alimentation des Nations-unies.

En France cette journée d'action est organisée par la Confédération paysanne avec le soutien du Comité de vigilance contre la répression des mouvements sociaux composé de : AC !, AITEC, APEIS, ATTAC, CEDETIM, CCC-OMC, CDAFAL Loire, CFDT (FGTE, Fédération Banques, Union Régionale Auvergne et Sygma), CGT (Confédération, FNAF, SFA, syndicat des correcteurs et fédération des finances) Chiche!, CNT-AIT, Confédération Paysanne, Coordination Nationale Contre l'élevage Industriel, Coordination Rurale, CSF, Droit Au Logement, Droits Devant !!, Ecologie Universitaire, FASTI, Fédération des Artisans du Monde, FNAB, France Nature Environnement (FNE), FIDL, FSU (Fédération et SNUIPP), Greenpeace, La souris verte, Ligue des Droits de l'Homme, Longo maï, MNCP, MODEF, MRJC, Observatoire de la Mondialisation, Nature et Progrès, SCALP-réflex, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, Syndicat de la Médecine Générale, UFAL, Union Syndicale SOLIDAIRES!-G10 , UNEF-ID."

Contact pour cet article. Secrétariat d'ATTAC France attacfr@attac.org



attac

DANMARK : Albertslund
ESPANA : Madrid
FINLAND : Tampere
FRANCE: Nantes – Aix – Rennes – Paris – Montreuil – Paris 11 – Les Mureaux – Beziers – Paris 15 – Ruffec
SVERIGE : Oskarshamn

-- Jeudi 11
FINLAND : Helsinki - Vantaa
FRANCE: Nimes – Brioude – Evreux – Bayonne - Annecy

-- Vendredi 12
AUSTRIA : Linz – Hollabrunn
ESPANA : Malaga
FRANCE: Bordeaux - Laval

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.